

Le modèle continental face aux réalités corses



Durant la Semaine européenne de la réduction des déchets, le collectif Zeru Frazu a organisé à Corte un « forum zéro déchet », invitant à consommer mieux pour jeter moins. Reste qu'il est parfois difficile d'enclencher un cercle vertueux quand 20% de la population vit sous le seuil de pauvreté, à l'affût des promos et de leur cortège de produits suremballés

Zeru Frazu sur l'île: c'était le thème de la conférence-débat organisé ce 26 novembre à Corte, dans le cadre de la Semaine européenne de la réduction des déchets. Pour présenter le mouvement et les possibles solutions, le collectif Zeru Frazu avait invité Laura Chatel, chargée du programme territoires zéro déchet chez Zero Waste France. La production de déchets sur le territoire français est colossale: «l'équivalent en poids de 5000 tours Eiffel par an, soit une moyenne de 590kg par habitant» souligne Laura Chatel. Côté Corse, la crise des déchets n'est plus un secret pour personne, «pourtant les actions pour éviter le pire se font rares au niveau politique» peut-on entendre dans l'assemblée. En mai dernier, la Collectivité territoriale s'est dotée d'un plan d'action pour la réduction et le traitement des déchets qui prévoit de collecter, composter et recycler près de 80 % des déchets valorisables ou recyclables encore présents dans les ordures ménagères de l'île. Mais l'objectif de 113500 tonnes valorisées par tri et compostage au lieu de 17500 tonnes actuellement ne sera pas atteint avant 5 ans. D'ici là, que faire?

Ce que propose Laura Chatel est -apparemment- simple: «réduire un maximum les déchets ménagers, les seuls que tout un chacun puisse vraiment contrôler» - comprendre ici ce qui n'est ni recyclable ni compostable. Cette réduction passe principalement par «le compostage des bio-déchets directement chez soi» ou encore «la réductions de l'achat de produits emballés, en achetant en vrac ou directement chez le producteur». Pour que la transition se fasse correctement, Zeru Frazu propose depuis 2015 des ateliers pour devenir «ambassadeur zéro déchet», le but étant de permettre à ceux qui le désirent «de transmettre les connaissances nécessaires dans la création de compost et lombricompost, ou encore de disposer d'outils pour interpeller les politiques qui, bien souvent, manquent d'informations au sujet du recyclage».

Pour Laura Chatel tout passera par «l'action individuelle, la contribution de chacun, son éducation» et la transmission de celle-ci aux élus locaux afin que des mesures publiques soient prises. Et ainsi éviter la création d'incinérateurs ou encore d'usines de traitement mécano-biologique, «deux solutions non-viables sur le long terme, car basées sur la production de déchets, avec des ressources de plus en plus rares». Une des solutions proposées par Laura Chatel serait «la mise en place d'ateliers afin d'apprendre au familles à mieux consommer, en cuisinant plus de produits frais et locaux par exemple. Celles-ci pourraient alors réaliser jusqu'à 250 € d'économie par mois, comme le montrent de nombreux exemples continentaux». Une somme qui laisse rêveur. Surtout si on se réfère au budget alimentaire mensuel moyen des Français, qui est de 505€ pour les ménages ayant un revenu de plus de 3500€ par mois... et de 180€ pour les ménages gagnant moins de 1000€*. Si l'objectif est plus que légitime, reste à trouver comment faire en sorte que ces «exemples continentaux» puissent être suivis dans une île où le coût de la vie est plus élevé que sur le continent et où, avec 20% de la population vivant avec moins de 990€ par mois, la précarité gagne du terrain... Ménages ou étudiants à faible revenu n'ont souvent ni le temps ni l'argent pour réduire drastiquement leur production de déchets. Difficile de répondre à une obligation de résultat sans disposer des moyens nécessaires pour y parvenir. On peut, certes, toujours balayer l'argument d'un «quand on veut on peut» catégorique, avec le risque, alors, de susciter une fracture lorsque l'enjeu exige une démarche inclusive. De ce point de vue, la question de la réduction des déchets est doublement une question de société. ■ Timothy LEONCINI

*Source: Statista, Budget alimentation moyen par mois en France en 2016, selon le revenu des ménages.